Zeitschrift: Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française

Herausgeber: Le messager suisse

Band: - (1996)

Heft: 92

Artikel: L'économie suisse

Autor: Delamuraz, Jean-Pascal

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-847769

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

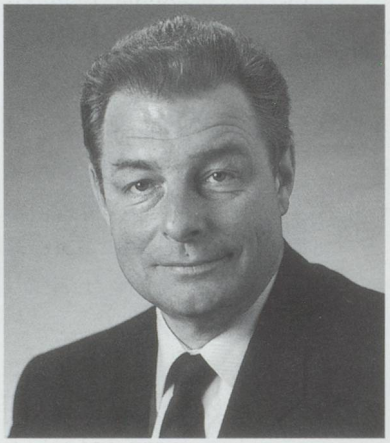
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'économie Suisse

PAR JEAN-PASCAL DELAMURAZ, PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION.

Discours prononcé à Dublin à l'occasion de la réunion des Chambres de Commerce suisses à l'étranger

Dans l'introduction de son exposé, prononcée en anglais, M. Delamuraz a relevé le rôle des Chambres de Commerce suisses à l'étranger : promotion des exportations suisses, recherches en matière de commercialisation et assistance aux entreprises nationales. Rôle d'autant plus important, a-t-il souligné, qu'il s'agit pour notre pays d'organisations purement privées, ne bénéficiant d'aucune aide publique et dont le quotient coût/efficacité est particulièrement remarquable. A tous égards, il doit être mis en évidence. Passant à son analyse proprement dite de l'économie suisse, le Président a poursuivi ainsi :



« Je vais d'abord vous parler - et cela peut vous étonner - des défis économiques intérieurs avant d'aborder quelques-uns de ceux qui se posent à l'extérieur. Car nous ne pouvons gagner sur les marchés extérieurs qu'à partir d'une Suisse économiquement forte et compétitive.

L'ENVIRONNEMENT GLOBAL

La globalisation de la production renforce constamment une compétition internationale déjà fort vive.

Le moteur principal de ce phénomène est la révolution de l'informatique.

Si l'agriculture - de l'invention de la première charrue à la batteuse moderne - a évolué pendant des millénaires, la révolution industrielle - encore en cours - a pris deux à trois siècles et il ne faudra que quelques dizaines d'années à l'informatique pour amener des changements économiques fondamentaux et radicaux.

Des changements rapides - trop rapides pour beaucoup de citoyens !

La globalisation n'est pas limitée à la production :

- elle touche aussi le tourisme : nos stations d'hiver sont aujourd'hui en concurrence directe avec les plages de l'hémisphère sud, dont les prix sont à des niveaux de soldes.
- elle touche aussi la recherche et le développement : en 1995, les entreprises suisses ont dépensé aux Etats-Unis 3,7 milliards de francs pour la recherche et le développement, laissant loin derrière elles les entreprises étrangères de tous les autres pays.

RÉAGIR ET S'ADAPTER

Si la Suisse veut s'affirmer dans cette compétition globale, elle doit s'adapter aux changements et améliorer constamment sa compétitivité. Le fait que notre industrie d'exportation a relativement bien résisté à la surévaluation du franc montre que nous conservons toujours certains atouts importants - que nous pouvons faire valoir - tels que le coût du capital (intérêt) très favorable, un savoir-faire poussé, des ouvriers motivés ainsi que des relations sociales basées sur la paix du travail.

Il s'agit de préserver ses atouts et de remédier de manière déterminée aux faiblesses.

Un des problèmes les plus importants de la place industrielle et touristique suisse est le niveau élevé des coûts. Celui-ci est en partie lié à l'absence du libre jeu de la concurrence dans notre marché intérieur.

La cartellisation très dense de notre économie interne, qui va du cartel d'importation aux arts et métiers, souvent renforcée et protégée par des normes « suisses », pousse les prix vers le haut. Face à la compétition globale, nous ne pouvons plus nous permettre le luxe de telles « rentes ».

C'est pourquoi le Conseil fédéral a proposé au parlement un train de mesures qui nous permettront de rétablir un marché plus libre et plus efficace à l'intérieur (LMI, loi sur les cartels).

Le parlement a adopté ces mesures en 1995, sans tergiverser, ce qui est encourageant si l'on considère que celles-ci touchent une « coalition » très large d'intérêts privilégiés et établis.

Parmi les autres mesures qui ont pour objectif d'améliorer directement ou indirectement la compétitivité de la Suisse, j'aimerais notamment mentionner celles que voici :

- l'assainissement des finances fédérales ;
- la création de Hautes Écoles Spécialisées (matière grise = unique richesse) ;
- la privatisation de Telecom :
- la réforme de notre politique agricole ;
- et finalement aussi le redimensionnement de notre armée (600 000 → 400 000 hommes), qui répond d'abord à la réduction de la menace en Europe, mais qui réduit aussi la charge de l'Etat et de l'économie.

Les défis que nous devons relever face à la compétition globale apparaissent toujours plus pointus et plus sensibles : ils vont de la sécurité de l'emploi aux coûts du régime de protection sociale.

Le climat plus rude qui règne sur nos marchés extérieurs renforce non seulement les tensions sociales à la perspective d'avoir à repenser la manière de se partager un gâteau qui risque d'être plus petit à l'avenir, et les frictions entre nos régions se font elles aussi plus fréquentes.

Pour un pays comme la Suisse, la cohésion sociale, la paix du travail et l'équilibre régional restent des valeurs vitales qu'il importe de préserver.

Il convient dès lors de procéder de manière transparente et ciblée à toute adaptation nécessaire de nos systèmes et mécanismes de compensation sociale et régionale.

Toute nouvelle orientation doit être guidée par le principe de solidarité et viser à renforcer la sécurité à long terme de notre réseau de protection sociale afin de rétablir la confiance des citoyens.

En effet, un des problèmes principaux qui pèsent sur notre économie est le sentiment de malaise et d'incertitude qu'éprouvent les consommateurs, lequel freine la demande intérieure.

LE CONTEXTE EXTÉRIEUR

Face à cette faiblesse de la demande intérieure, l'économie extérieure malgré un franc surévalué, est restée notre seul moteur conjoncturel ces dernières années, preuve que la Suisse dispose toujours de quelques avantages comparatifs notables.

Il s'agit pour nous d'assurer des conditions-cadre à l'extérieur qui permettent à notre économie de pleinement exploiter ces avantages.

Nos actions se situent sur le plan mondial, régional et bilatéral.

Nous avons réussi au plan mondial à placer la Suisse dans les meilleures conditions de coopération internationale, qui assurent la réciprocité sans discrimination : nous y sommes parvenus avec les accords du cycle d'Uruguay et notre pleine participation à l'Organisation Mondiale du Commerce, qui a son siège à Genève.

Nous avons raté le coche au plan européen par notre refus de participer à l'Espace Economique Européen. Afin d'atténuer les handicaps dont nous souffrons aujourd'hui, le Conseil fédéral travaille avec détermination à mener à bonne fin au moins les négociations bilatérales sectorielles avec l'Union Européenne.

Ces négociations portent sur les transports aériens et terrestres, la circulation des personnes, la coopération scientifique, les achats publics et les échanges agricoles.

Les secteurs les plus difficiles sont - comme on le sait - le transport terrestre et la circulation des personnes.

Dans ces deux domaines, le Conseil fédéral vient de présenter de nouvelles propositions à l'UE.

Nous attendons de l'UE qu'elle examine ces propositions de manière ouverte et pragmatique en tenant compte de notre interdépen-

dance économique très étroite avec un bilan globalement positif pour l'Union Européenne dans les domaines quantifiables : bilan commercial, investissements, places de travail.

Le Conseil fédéral ne veut et ne peut payer n'importe quel « prix » pour faire aboutir ces négociations : leurs résultats doivent avoir des chances d'être acceptés politiquement en Suisse (surveillance du « prix » par le peuple).

Le parcours solitaire de la Suisse est un handicap pour notre économie d'exportation et montre déjà des « traces » (investissement). Les coûts et les bénéfices (Blocher) économiques de ce choix sont pourtant difficilement quantifiables (coûts immédiats et futurs, occasions manquées,...).

Ce constat est aussi pertinent pour apprécier la dimension politique, trop souvent absente, hélas, de nos discussions : avantages politiques et économiques d'une Europe forte et unie, abstinence volontaire par rapport à des décisions qui nous touchent de près, reprise « autonome » de directives communautaires (autonome impliquant un choix qui n'existe en général pas).

L'Europe constitue le « marché domestique » de notre industrie, marché qui absorbe actuellement 62% de nos exportations. Toutefois, nous aurions tort de ne pas pleinement exploiter les possibilités qui se présentent à nous en dehors de l'Europe.

Nous suivons donc avec attention le développement rapide des marchés émergents d'Asie et d'Amérique latine et les changements qui interviennent en Europe de l'Est. Nous accueillons favorablement la conclusion d'accords de libre-échange tels que l'ALENA ou le MERCOSUR dans la mesure où ces zones ont une influence globalement positive sur la croissance du commerce mondial.

C'est tout particulièrement avec ces pays-là que nous avons renforcé ces dernières années nos efforts au plan bilatéral (accords concernant le commerce et les investissements, missions économiques, visites individuelles).

Il s'agit de créer un climat favorable, d'aider nos entreprises, et en particulier les PME, à entrer sur ces marchés, à exploiter à leur profit la dynamique de la globalisation. Il s'agit aussi - tâche difficile pour un pays solitaire - d'éviter les discriminations dont nous sommes menacés si l'UE, comme elle en a l'intention, conclut des accords de libre-échange avec certains de ces pays et même des zones entières, telles que le MERCOSUR.»

ALENA : Association de libre échange des pays de l'Amérique du Nord
MERCOSUR : Marché Commun Sud-Américain
UE : Union Européenne

L'exposé de M. Delamuraz s'est terminé par un examen, prononcé en langue allemande, du rôle des Chambres de Commerce dans l'actuelle globalisation de l'économie. Face à cette dernière, à la régionalisation également, aux conséquences de l'arrivée de nouveaux partenaires sur le marché mondial, notre pays, surtout après son vote en faveur de l'autonomie, doit veiller à ne pas se laisser marginaliser. Les entreprises de toutes tailles opérant sur le marché mondial doivent veiller à ce que la globalisation se traduise par un commerce dans les deux sens et à ce que la présence de la Suisse s'affirme partout. La marque suisse de nos produits, leur attractivité, leur qualité intrinsèque doivent faire l'objet d'un effort constant. L'Office Fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail voit ses moyens renforcés pour vendre un peu partout la Suisse. Cet investissement sera pleinement efficace si les entreprises s'y associent dans les pays où elles résident ou sont représentées. A cet égard leur liaison avec les représentations consulaires ou diplomatiques doit être constant. Un tel front, coordonné par l'action dûment concertée des Chambres de Commerce, est le garant de notre défi au risque d'isolement : l'Office Suisse d'Expansion Commerciale, les Chambres à l'étranger, les Organisations professionnelles et les Services commerciaux de nos missions diplomatiques et consulaires sont les quatre flèches de cette lutte pour le maintien d'une position commerciale mondiale exceptionnelle. Un petit pays doit être présent partout et un ordinateur ne remplacera jamais les contacts personnels. Tel est le rôle des entreprises et des Suisses de l'Etranger. Plus que jamais important en ces temps de compétition.